

Extrait de :
Groupe Tommaso Padoa-Schioppa,
« Parachever l'euro - Feuille de route vers une union budgétaire en Europe »,
Études et Rapports n° 92, Notre Europe - Institut Jacques Delors, septembre 2012.

PRÉFACE

de Jacques Delors et Helmut Schmidt

Dans le contexte actuel de tensions et de crises autour du fonctionnement de l'Union économique et monétaire (UEM) européenne, il est particulièrement instructif de se pencher sur l'analyse de fond et les suggestions que livre le rapport rédigé par le « groupe Tommaso Padoa-Schioppa » mis en place par *Notre Europe*.

Tommaso Padoa-Schioppa était un éminent expert de l'intégration économique et monétaire, sur le plan théorique mais aussi pratique, en raison des importantes responsabilités qu'il a assumées à la Commission européenne et à la Banque centrale européenne (BCE).

Il affirmait, comme nous, que les éventuelles difficultés et failles évoquées dans ce rapport étaient connues au moment de la création du Système monétaire européen, à la fin des années 1970, et lors du lancement de l'UEM, au début des années 1990. La plupart de ces failles avait effectivement été évoquées mais les compromis politiques dégagés à l'occasion de ces étapes de la construction européenne n'avaient pas permis de créer une UEM parfaite.

Dans le contexte né de la crise actuelle, l'intérêt de ce rapport est d'inviter à parachever l'euro en s'appuyant sur des analyses très précises et pragmatiques des

défis à relever, avec pour objectif de proposer des solutions réalistes et efficaces. Il a également le mérite de dépasser le stade de l'urgence immédiate pour essayer de déterminer les principaux problèmes structurels de la zone euro.

La première tâche essentielle consiste à faire face aux hétérogénéités dans l'union monétaire. Le rapport souligne donc la nécessité d'instaurer un véritable marché unique, pour réduire l'influence procyclique du taux d'intérêt réel de la BCE et permettre un meilleur fonctionnement du « mécanisme du taux de change réel ». Il propose également la création d'un « fonds de stabilisation cyclique » afin d'aider les pays à pallier les ralentissements conjoncturels provoqués par l'UEM.

L'instauration d'une « union bancaire de la zone euro » visant à rompre le lien entre les faiblesses bancaires et les dynamiques de la dette souveraine est une autre proposition phare de ce rapport. Maintenant que les effets négatifs de la crise bancaire sont manifestes, il semble en effet plus qu'utile d'établir une autorité de supervision bancaire à même d'exercer des pouvoirs de supervision microprudentielle et, en parallèle, de créer une agence capable de fournir les fonds nécessaires à la résolution de la crise bancaire, mais aussi d'administrer un système européen de garantie des dépôts bancaires.

L'autre proposition clé de ce rapport est la définition d'une « stratégie vers une union budgétaire *sui generis* ». Il est bien entendu primordial de définir et de mettre en œuvre un rééquilibrage des droits et des devoirs en matière de budget au sein de l'UEM, encore plus ambitieux que celui initié par les décisions récentes. Le rapport insiste donc à raison sur ce point et propose des solutions tout à fait pertinentes pour avancer dans ce sens. Ce rééquilibrage doit prévoir une surveillance budgétaire bien plus stricte émanant du niveau européen et une coordination renforcée des politiques économiques nationales.

Outre les règles proposées pour assurer l'équilibre du système, il est en effet essentiel d'établir une vraie coordination entre les politiques économiques des États membres, ce qui a cruellement manqué jusqu'ici. Cette coopération doit apporter la cohérence nécessaire à l'union monétaire tout en tenant compte de la situation propre à chaque pays européen.

Le rapport pointe également à juste titre le besoin de protéger les pays de l'UEM contre une crise de solvabilité « auto-réalisatrice ». Pour ce faire, il suggère de créer une « Agence européenne de la dette » dont tous les membres de la zone euro seraient co-garants. Elle aiderait les membres de l'UEM en difficulté financière et accorderait aux États de l'UEM des financements à des taux raisonnablement supérieurs à ceux des pays les mieux notés.

Le rapport n'évoque pas de modification du rôle de la BCE et pour cause : c'est loin d'être une priorité et tous les États membres doivent apprendre à renforcer leur compétitivité dans le contexte de stabilité monétaire qu'établit la BCE. Il ne s'étend pas non plus sur le besoin de promouvoir le dynamisme et la cohésion du marché intérieur, qui regroupe 27 pays, sur la base d'un juste équilibre entre concurrence, coopération et solidarité. Ce n'était pas son objectif principal de traiter cette question, qui doit cependant être considérée comme aussi essentielle que la résolution de la crise actuelle de l'UEM.

Pour finir, le rapport du « groupe Tommaso Padoa-Schioppa » insiste sur la nécessité d'une « feuille de route » prévoyant dans les détails les étapes opérationnelles pour établir une zone euro plus stable et prospère, des décisions de très court terme, qui doivent inclure la ratification du « pacte budgétaire », à celles de moyen terme, comme l'émission d'euro-obligations. À cet égard, il définit un horizon conceptuel et politique clair, bien au-delà des premiers accords politiques déjà obtenus, et dans lequel les implications et l'influence des solutions techniques proposées semblent encore plus cohérentes.

Nous espérons que les responsables européens trouveront dans ce rapport la vision d'ensemble qui a souvent manqué depuis le début de la crise et que cette vision les aidera à renforcer l'UEM et plus globalement l'Union européenne.

Jacques Delors, président-fondateur de Notre Europe,
ancien président de la Commission européenne
Helmut Schmidt, ancien chancelier de la République fédérale d'Allemagne
juin 2012